JUSTICE · FICHE MESURE

Justice civile et institutionnelle

Justice civile et institutionnelle : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
5,5 Md€	**4,5 Md€**	**-900 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −4,5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Vecteur juridique : Loi organique CSM + Loi ordinaire (procédure civile + prud'hommes + MARD) + révision constit. + LF

Résumé

Refonder la partie civile et institutionnelle de la justice française, complémentaire à la mesure Justice pénale humaine et efficace (thème sécurité). Neuf axes interconnectés : (A) Célérité — délais objectifs opposables (justice civile <12 mois, prud'hommes <9 mois, justice administrative <14 mois) ; (B) Numérique refondu — Portalis 2.0, PORTAILS citoyen, e-Barreau généralisé, dématérialisation 100 % des actes non contentieux ; (C) Aide juridictionnelle refondée — plafond de ressources 1 SMIC → 1,5 SMIC, revalorisation de la rémunération des avocats commis d'office (Unité de Valeur à 40 € vs 32 €), guichet unique numérique ; (D) Prud'hommes refondés — juge de proximité professionnel + assesseurs paritaires consultatifs (modèle allemand Arbeitsgericht), fin du paritarisme intégral qui bloque les procédures ; (E) Justice commerciale et économique — formation obligatoire des juges consulaires, PNF (Parquet National Financier) renforcé, articulation DGCCRF-AMF ; (F) Justice administrative — dématérialisation intégrale, +200 magistrats administratifs, objectif délai <14 mois ; (G) Indépendance renforcée — réforme constitutionnelle du CSM (autonomie budgétaire et administrative, avis conforme obligatoire pour la nomination des procureurs, sanctuarisation budget justice à 3,5 % PIB — cohérence Justice pénale) ; (H) Aide aux victimes — guichet unique numérique, Fonds de garantie renforcé (+200 M€/an), indemnisation < 3 mois ; (I) MARD (Modes Alternatifs de Règlement des Différends) — médiation obligatoire préalable pour litiges civils < 10 000 €, conciliateurs de justice +5 000 ETP. Coût net additionnel 5 ans : ~+4,5 Md€ (~900 M€/an) — les moyens massifs de la justice (magistrats, greffiers, prisons, CPIP) sont déjà comptés dans Pacte d'autorité et Justice pénale, on ne les recompte pas.

Financement

Coût brut sur 5 ans : ~5,5 Md€

Décomposition :

- **Numérique de la justice refondu (Axe B)** : **1 Md€**
  - Portalis 2.0 refonte : 400 M€.
  - PORTAILS Citoyen 2.0 : 200 M€.
  - e-Barreau généralisé : 200 M€.
  - Formation personnels + infrastructure : 200 M€.
- **Aide juridictionnelle refondée (Axe C)** : +400 M€/an × 5 = **2 Md€**
  - Revalorisation UV 32 → 40 € : ~200 M€/an.
  - Extension plafond 1 SMIC → 1,5 SMIC : ~150 M€/an.
  - Guichet unique numérique + contrôles : ~50 M€/an.
- **Prud'hommes refondés (Axe D)** : +200 M€/an × 5 = **1 Md€**
  - Formation magistrats sociaux professionnels : 100 M€/an.
  - Formation assesseurs paritaires 80 h : 30 M€/an.
  - Immobilier et équipement Tribunaux Sociaux de Proximité : 70 M€/an.
- **Justice commerciale et PNF (Axe E)** : +150 M€/an × 5 = **750 M€**
  - Formation juges consulaires 200 h : 30 M€/an.
  - Indemnités vacations juges consulaires affaires complexes : 20 M€/an.
  - Chambres commerciales internationales : 40 M€/an.
  - PNF +50 magistrats + 100 assistants : 60 M€/an.
- **Justice administrative (Axe F)** : +50 M€/an × 5 = **250 M€**
  - Dématérialisation Télérecours 2.0.
  - Rescrit administratif généralisé.
- **CSM autonome et statut magistrat (Axe G)** : +100 M€/an × 5 = **500 M€**
  - Autonomie budgétaire CSM : 30 M€/an.
  - Revalorisation salariale magistrats +15 % : 60 M€/an supplémentaires (au-delà du budget Justice existant).
  - SI CSM + gouvernance : 10 M€/an.
- **Aide aux victimes (Axe H)** : +100 M€/an × 5 = **500 M€**
  - FGTI renforcé +200 M€/an cofinancé par assurances (non re-comptés dans budget État).
  - Guichet Unique Numérique + BAV généralisés : 100 M€/an.
- **MARD (Axe I)** : +50 M€/an × 5 = **250 M€**
  - Conciliateurs de justice +5 000 (indemnisés 2 000 €/an) : 10 M€/an.
  - Formation médiateurs + plateforme MARD : 20 M€/an.
  - Justice participative + forfait AJ MARD : 20 M€/an.

Total brut additionnel : ~5,5 Md€ sur 5 ans (~1,1 Md€/an moyen).

Recettes et économies attendues : ~1 Md€ sur 5 ans

- **Économies célérité et désengorgement** :
  - Moins de contentieux longs = moins d'assistances à la Cour d'appel (pondération) : ~100 M€/an d'économie diffuse.
  - Résolution MARD divise par 5 le coût unitaire par affaire (études Cour des comptes) : ~50 M€/an d'économie.
- **Recettes PNF renforcé** : indirect, via récupération de créances fiscales évadées.
  - Estimation prudente : les 50 magistrats + 100 assistants supplémentaires du PNF permettent de traiter ~30 % de dossiers en plus. Récupération estimée : ~200 M€/an supplémentaires. Cumul 5 ans : ~1 Md€ (déjà partiellement compté dans Stratégie d'équilibre budgétaire — non re-compté ici, on retient 200 M€ nets).
- **Économies aide juridictionnelle** :
  - Guichet unique numérique + contrôles renforcés = -5 % de fraude estimée : ~25 M€/an.
- **Sanctions procédures abusives** :
  - Filtre urbanisme renforcé + amendes procédures dilatoires : ~50 M€/an de recettes.

Coût net sur 5 ans : ~+4,5 Md€ (~900 M€/an moyen).

Impact sur le solde global du programme :

- Nouvelle mesure Justice civile & institutionnelle : **-4,5 Md€** net.
- Solde consolidé du programme complet (102 mesures) : **~+35 Md€** d'excédent net sur 5 ans (~+7 Md€/an). Voir la Synthèse pour le détail.

Financement direct : budget Justice porté à 3,5 % PIB (déjà voté dans Justice pénale humaine et efficace) → l'enveloppe globale absorbe cet effort. Recettes additionnelles PNF (partiellement) et lutte contre les recours abusifs.

Effets macroéconomiques indirects (non chiffrés dans le solde) :

- **Investissement débloqué** : accélération des recours administratifs = gain de PIB estimé à ~+0,1-0,2 pt/an sur 5-10 ans (BTP, énergie, urbanisme).
- **Confiance restaurée** : la lenteur de la justice est l'une des principales causes de défiance dans les institutions (Cevipof) — la célérité restore cette confiance.
- **Attractivité contentieuse internationale** : chambres commerciales internationales à Paris = fuite du contentieux inversée = ~+10 000 emplois qualifiés sur 10 ans (barreau, expertise judiciaire).
- **Cohésion sociale** : justice qui protège les faibles (aide juridictionnelle élargie), sanctionne les abus (dilatoires), reconnaît les victimes (guichet unique) = ciment républicain.

Sources

- Ministère de la Justice — Chiffres clés de la justice — https://www.justice.gouv.fr/statistiques — Statistiques annuelles sur les délais, les décisions, les moyens.
- Cour des comptes — Rapports sur la justice — https://www.ccomptes.fr — Évaluations critiques (2022 sur Portalis, 2024 sur les prud'hommes).
- CEPEJ — Commission européenne pour l'efficacité de la justice — https://www.coe.int/en/web/cepej — Comparaisons européennes délais, moyens, indicateurs de qualité.
- Conseil Supérieur de la Magistrature — Rapports annuels — https://www.conseil-superieur-magistrature.fr — État de l'indépendance de la justice, propositions de réforme.
- CEDH — Arrêt Medvedyev c/France 2010 — https://hudoc.echr.coe.int — Condamnation du statut des procureurs français vs magistrats du siège.
- Allemagne — Arbeitsgericht (justice du travail professionnalisée) — https://www.bmas.de — Modèle de référence pour la réforme des prud'hommes.
- Pays-Bas — De Rechtspraak digitaal — https://www.rechtspraak.nl — Modèle de référence pour la dématérialisation intégrale de la justice.
- Royaume-Uni — Commercial Court — https://www.judiciary.uk/courts-and-tribunals/the-commercial-court — Modèle de référence pour les chambres commerciales internationales.
- Italie — Réforme Cartabia 2022 — https://www.giustizia.it — Objectifs de délais opposables et digitalisation.
- France Victimes — Réseau national — https://www.france-victimes.fr — Réseau des associations d'aide aux victimes.
- Fonds de Garantie des Victimes (FGTI) — https://www.fondsdegarantie.fr — Indemnisation des victimes d'infractions graves.
- Parquet National Financier (PNF) — https://www.justice.gouv.fr/organisation-de-la-justice/lordre-judiciaire/le-parquet-national-financier — Juridiction spécialisée fraude fiscale, corruption, blanchiment.
- Cevipof — Baromètre de la confiance politique et institutionnelle — https://www.sciencespo.fr/cevipof — Suivi longitudinal de la confiance dans la justice.

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/justice-civile-independance-acces/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure, public cible, indicateurs de succès, calendrier.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.